

« La question de l'engagement est très importante à mes yeux »

Françoise Nyssen, Belge devenue française, se bat à Paris comme dans les cénacles européens pour l'accès des jeunes à la culture, la protection des créateurs. De retour à Bruxelles, pour laquelle elle s'est tant battue autrefois, elle nous dit l'amour qu'elle a pour cette ville.

« Quand on m'a proposé d'être ministre, j'ai téléphoné à ma belle-mère Christine Le Boeuf et je lui ai demandé ce qu'Hubert aurait dit. Comme elle ne parlait plus, je lui ai demandé si elle était toujours là et elle m'a répondu : "D'accepter évidemment !" » Et la voilà donc, Françoise Nyssen, fille d'Hubert, le créateur belge de la maison d'édition Actes Sud, dont elle a repris la direction, ministre française de la Culture.

L'entrée du duo Nicolas Hulot-Françoise Nyssen, deux personnalités très emblématiques de la société civile, dans le gouvernement d'Edouard Philippe était un très beau coup pour le nouveau président Emmanuel Macron. Françoise Nyssen est une éditrice très respectée, par la qualité des ouvrages publiés et l'originalité d'une maison désormais multi-couronnée (les prix Goncourt Gaudé, Ferrari, Enard et, cette année encore, Eric Vuillard, les Prix Nobel Alexievitch et Kertész, etc.). Née belge, chimiste de l'ULB, activiste à Bruxelles contre des projets urbanistiques prédateurs (Sablon, place Sainte-Catherine), elle a finalement rejoint son père à Arles dont elle est aujourd'hui propriétaire. En 2012, après la mort de son fils Antoine à 18 ans, elle fonde « L'école du Domaine du possible », un établissement scolaire pour « enfants précoces ». Avant de s'en aller, Antoine avait laissé ce mot à ses parents :

faire et à ce que je dois

« Ça me rendra heureux de savoir que vous vous portez bien et que vous faites les choses que vous aimez. »

faire pour la France »

Ce vendredi matin, elle multiplie les rendez-vous avant sa prise de parole volontariste aux « Journées de Bruxelles » de l'Obs, du Soir et du *Standaard* : l'Europe est sa conviction. Mais dans l'instant, en démarrant cette interview, elle est soudain très émue. Elle repense à son père Hubert, elle est de retour à Bruxelles, la ville pour laquelle elle s'est tant battue et elle a soudain les larmes aux yeux.

A la une de l'« Obs » cette semaine, il y a « Nicolas Hulot, pourquoi je reste ». Et vous ?

Quand on a la chance de porter la culture, d'accompagner un gouvernement qui essaye d'imaginer un possible, de rendre confiance, envie de faire, d'avoir un président qui porte des messages d'une intelligence et d'une force telle...

Certains continuent à y voir du mépris. Je veux bien me creuser mais je ne vois vraiment pas où est le mépris. Relisez ses discours. Par exemple, celui qu'il a récemment fait devant les maires de France. Il vaut la peine d'être lu parce qu'il montre combien c'est quelqu'un

qui est à l'écoute, qui ne dit jamais des choses pour faire plaisir, mais pour faire avancer les choses dans l'intérêt des citoyens.

Vous n'êtes pas l'arme soft de « Jupiter » ?

Ce sont des mots que l'on pose sur des moments et dont on fait, hors contexte, une sorte de méga-sculpture qui n'est pas du tout en cohérence avec ce qu'il dit. C'est dommage.

Vous-même avez découvert cette machine médiatique...

Les journalistes portent le débat indispensable à notre vie démocratique.

Que gagne-t-on en devenant ministre ? On perd un peu de sa liberté, on gagne du pouvoir ?

Je ne pense pas à ce que je perds ni à ce que je gagne. Je pense

à ce que je veux faire et à ce que je dois faire pour la France. Ma vie quotidienne a profondément changé, je vis aujourd'hui à Paris, loin de mon mari et de mes enfants que je ne vois que trop rarement. Je n'ai pas pris cette décision à la légère. Dans l'entre-deux-tours, alors qu'un parti xénophobe était au second tour, je n'ai pas compris les démocrates qui appelaient à l'abstention. Ma détermination et mon engagement ont été renforcés par ces quelques jours durant lesquels j'ai refusé d'abandonner la France. Il y a 40 ans, la France m'a accueillie. La France et la culture m'ont donné pendant 40 ans, c'est à mon tour de donner en me mettant au service de mes concitoyens.

Enfin, la dernière raison pour laquelle j'ai accepté ce poste de ministre, c'est qu'en 1914, ma grand-mère est venue de Suède, qui était un pays neutre, et qu'elle considérait qu'il fallait s'engager. Elle a pris un bateau et est venue soigner les soldats à l'hôpital de Rouen. Elle est tombée sur un soldat anversoise qui l'a emmenée à Anvers... Cette question de l'engagement est très importante à mes yeux. J'ai reçu pendant quarante ans. Donc maintenant, je rends.

Vous vous fixez des limites ?

Rarement.

... de valeurs ?

Je reste cohérente.

La plus grande différence avec la vie d'avant ? Vous vous y attendiez ?

Je suis aujourd'hui aux responsabilités pour l'ensemble de mon pays. On n'accepte pas cette mission sans mesurer ce qu'elle engage. ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX
CORENTIN DI PRIMA
JEAN-MARIE WYNANTS

L'Europe « La culture est essentielle, elle irrigue tout, il faut revenir aux fondamentaux »

Votre président, Emmanuel Macron, veut refonder l'Europe. Quel est le rôle que doit jouer la culture dans cette refondation, selon vous ?

La culture en est le cœur. Il faut revenir aux fondamentaux. Si les pères fondateurs ont lancé ce projet c'est parce qu'un socle de valeurs de références, de coutumes, de langues communes donnait du sens à une solidarité. C'est l'Europe de la culture qui donne du sens à l'Europe politique et économique. Aujourd'hui, l'Europe doit plus que jamais être à la fois un lieu de protection et de liberté. D'une part, il y a vraiment à travailler sur la défense du droit d'auteur et le partage de la valeur pour une juste rémunération des créateurs. C'est au niveau européen que cela se joue. Enfin, l'Europe est un vaste territoire de circulation, qui permet les échanges, les enrichissements mutuels, la circulation des œuvres, des artistes.

Quand les ministres européens des Finances se réunissent, c'est très visible. Mais quand il s'agit des ministres de la Culture, on est presque surpris de l'apprendre. C'est ce que je me suis attelée à faire

changer. La culture doit redevenir un sujet central de débat en Europe. J'ai pris l'initiative d'une réunion informelle après le Salon des livres de Francfort avec mes homologues : on travaille à une déclaration commune sur nos ambitions. On a profité de ce moment fort, « le » grand moment du livre et de la réflexion pour échanger sur nos projets. Mais les responsables politiques ne réussiront pas seuls, tout le monde doit se mobiliser pour amener la culture au cœur de l'avenir européen : ceux qui l'accompagnent, ceux qui la créent et les usagers, j'insiste sur ce terme, plutôt que d'utiliser celui de « consommateur ». Je défends une vision, celle d'un modèle de société dans laquelle la culture a un rôle émancipateur, transformant, responsabilisant, fédérateur.

Des décisions concrètes en sortent ? Oui, nous travaillons à la définition de règles de régulation communes dans le champ culturel et de projets qui ont des traductions très concrètes dans tous les pays européens. Le 23 mai dernier à l'occasion d'un Conseil des ministres européens de la Culture, le premier pour ma part

cinq jours après ma prise de fonction, nous avons notamment négocié un projet de directive qui marque des avancées majeures et très concrètes telles que la création d'un quota minimum de 30 % d'œuvres européennes pour les catalogues de plateformes de vidéos en ligne, comme Netflix. C'est du concret pour les acteurs et les citoyens qui consultent ces plateformes au quotidien.

À l'heure où l'on s'interroge beaucoup sur les identités, européenne ou autres, c'est quoi une « œuvre européenne » ?

C'est une œuvre qui est produite en Europe. Notre responsabilité est de défendre la diversité culturelle face à une forme de globalisation uniformisatrice, c'est prendre en compte, si je puis dire, « l'euroanéité ». L'ouverture au monde doit être synonyme d'enrichissement et non d'appauvrissement de la diversité. C'est la différence entre mondialisation et mondialité. C'est au contact des autres que l'on va enrichir sa propre création. C'est par la confrontation aux œuvres des autres pays que l'on enrichit notre propre langue. D'où l'importance de la traduction d'ailleurs.

Le président de la République Emmanuel Macron fait de la culture le fondement et le ciment du projet européen. Il n'a cessé de le rappeler dans ses grands discours, à la Sorbonne ou Francfort. Le chef de l'État français porte une ambition très forte pour l'Europe sur laquelle il a été élu. Je suis là pour l'accompagner.

Ressentez-vous au niveau de la Culture les mêmes tensions que celles qui existent au niveau politique, à savoir la difficulté de construire une culture commune quand des gens se revendiquent d'une culture différente, Catalans-Espagnols par exemple, ou le débat Flamands-francophones, qui a beaucoup affaibli l'idée de culture belge ? Non, l'Union européenne s'est construite sur l'idée même de diversité. Il existe en revanche des divergences politiques sur la légitimité d'une réglementation ou non pour la protéger. Certains pays ont fait le choix d'une forme de libéralisme, très paradoxal à mes yeux, qui ne réglemente pas. Une forme de régulation est nécessaire pour garantir la liberté de faire dans le domaine de la

culture. Parce que tous les métiers ne peuvent vivre que si le créateur est protégé et qu'il existe une économie de la création avec ses logiques propres. C'est le principe de l'exception culturelle. La vraie vision libérale des choses, celle qui renforce la liberté de création, c'est l'acceptation d'une forme de régulation pour protéger la diversité. Il s'agit d'un choix de société fondamentale.

A Ouagadougou, ce mardi, Emmanuel Macron a dit qu'il voulait faire du français la première langue d'Afrique. N'est-ce pas une forme de colonialisme ?

Certainement pas, car la demande vient de l'intérieur. Le Président l'a bien rappelé en indiquant que la langue française était aujourd'hui sans doute davantage africaine que française. Ce que nous défendons à l'échelle mondiale, c'est le plurilinguisme dont la francophonie

est un ingrédient. Il s'agit d'être attentif à ne pas laisser le français s'écarter au profit d'une seule langue. Le français est une langue importante qui doit exister, et il ne faudrait pas qu'il soit chassé de certains pays pour des raisons de non-présence, de non-attention ou des raisons économiques. Il s'agit d'une richesse.

Avec le Brexit, la langue française pourrait devenir plus importante au sein de l'Union européenne. La France fait-elle des efforts en ce sens ?

Nous soutenons la langue française pour ce qu'elle est : une richesse à partager avec les autres. J'espère que le Brexit aura pour effet de nourrir une réflexion là-dessus. ■

Propos recueillis par
B. DX, C. D. P, J.-M. W.

la jeunesse

« La culture peut donner confiance »

Vous voulez lancer un « Pass culture ». De quoi s'agit-il ?

Nous voulons donner à chaque Français qui atteint l'âge de la citoyenneté (18 ans, NDLR) les moyens de son autonomie culturelle : chaque jeune recevra 500 euros sur une application mobile qu'il pourra utiliser pour des activités, des sorties culturelles, ou suivre des cours de pratique artistique, par exemple. Nous allons co-construire le Pass avec les acteurs culturels et les jeunes eux-mêmes. L'objectif est de le lancer en septembre 2018. Nous sommes en train de voir si d'autres pays européens veulent se joindre à l'initiative.

Qu'en est-il de l'accès à la culture des plus jeunes ?

C'est évidemment une question très importante. En France, la proposition culturelle est intense. Il y a un foisonnement extraordinaire. Néanmoins, il y a des fractures, des inégalités, des territoires qui ne sont pas concernés, des personnes qui sont persuadées que ce n'est pas pour elles. Le lien avec les autres, la culture comme outil de cohésion sociale, c'est évidemment très important. Ma conviction est que la culture doit démarrer dès le plus jeune âge. Si on veut qu'elle soit partagée, une source d'émancipation, c'est dès l'école que ça se joue.

Concrètement ? On sait que vous avez créé une école en dehors de l'école classique. Allez-vous intégrer cette vision au sein de toutes les écoles ou en créer des particulières ?

Je suis en complicité totale, avec le ministre de l'Éducation nationale sur ce sujet. Il partage cette nécessité de la culture à l'école dès le plus jeune âge. D'entrée de jeu, ensemble, on a organisé la rentrée des classes en musique. Et on va continuer, avec une politique pour développer les chorales et les actions autour du livre aussi. Des choses simples. Je vous donne un exemple : en France une initiative s'appelle « Silence, on lit ». Tout d'un coup, à l'école, pendant quelques minutes, tout le monde lit, aussi bien les surveillants que les professeurs, les élèves. Si on veut des citoyens qui ont envie de jouer leur part, il faut passer par cette pratique artistique. Les neurosciences montrent comment les neurones se nourrissent de la culture et se développent à travers les pratiques, le désir d'apprendre. Il faut susciter ce désir chez les enfants.

Comment éviter que des enfants issus par exemple des banlieues françaises soient sensibles à la culture sans la ressentir comme imposée, étrangère à eux ?

En leur donnant les moyens de leurs propres choix, de leur autonomie : c'est toute la logique du Pass culture, qui leur

donnera les moyens d'explorer, de pousser des portes, de frayer leur propre chemin. Et c'est toute la philosophie de notre politique : partir de l'énergie présente sur tous les territoires.

A Bruxelles se développe une vraie scène culturelle rap. Et on sent que la société n'est pas prête à intégrer la musique qui en naît, de la même manière peut-être qu'elle n'est pas prête à intégrer ces jeunes. Il y a eu une polémique avec Damso, par exemple, parce que certaines paroles sont assez hard, un peu comme il y avait eu un débat à propos d'Orelsan en France, il y a quelques années.

Les pouvoirs publics ne sont pas là pour censurer. S'il y a incitation à la haine et à la violence, la justice est là pour trancher. S'il y a une polémique, on parle, on dialogue. Il est fini le temps où l'on imposait les choses d'en haut. Je fais un tour de France des régions depuis six mois, depuis mon arrivée. Énormément de choses émergent dans des collectifs, des associations. Notre souhait, c'est d'accompagner ce qui se fait, ce qui émerge. Partout où je passe, je demande aux représentants du ministère de la Culture sur les territoires qu'ils soient des ourleurs, des assembleurs, des altumeurs de réverbères. ■

Propos recueillis par
B. DX, C. D. P, J.-M. W.

BELGIQUE

« Bruxelles a été tellement blessée. Sa richesse ? Les gens »

Il y a une grosse inquiétude, de grosses projections concernant Bruxelles, qui a connu récemment des incidents à répétition, avec une bagarre entre Flamands et francophones pour qualifier ce qui s'est passé. Vous connaissez bien Bruxelles, qu'en pensez-vous ?

J'aime tellement Bruxelles que j'ai tout arrêté, dans ma jeunesse, pour m'en occuper au cœur : je me suis engagée dans les comités de quartier, qui conduisaient une action sociale et éducative en direction des citoyens défavorisés. Cet engagement dans la Cité est fondamental.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur cette ville ?

Celui d'une ville qui est le symbole de l'Europe et qui se fait par les gens. Elle a eu beaucoup de blessures, il reste des coupures. Qu'est-ce qui fait le lien dans cette ville ? Les gens. La richesse de Bruxelles, ce sont les Bruxellois.

B. DX, C. D. P, J.-M. W.

Françoise Nyssen

Fille d'Hubert Nyssen, fondateur des éditions « Actes Sud », Françoise Nyssen est chimiste (ULB) et urbaniste. Après un parcours à Bruxelles et à Paris, en 1980 elle rejoint « Actes Sud » à Arles, dont elle est aujourd'hui la patronne et l'actionnaire. Elle a créé en 2012 « L'école du Domaine du possible » pour enfants de 3 à 16 ans. Elle est mariée et le couple totalise sept enfants. Née belge, elle devient française dans les années 90.